## POUVOIR OUVRIER

#### SOMMAIRE

LE REFERENDUM.

LES ETUDES DE POSTE : chez Renault.

LA SNCF : Service Public.

L'INSTRUCTION MILITAIRE.

LA MESURE DE L'INTELLIGENCE.

AMERIQUE : Les Musulmans Noirs.

N'44 OCTOBRE 1962

# LE PEFENDUM

Depuis des années les revendications des travailleurs n'ont pas ébranlé d'un pouce le pouvoir.

Aujourd'hui le pouvoir est en crise et cette crise nous est étrangère, d'abord parceque ce n'est pas nous qui l'avons provoquée, ensuite parceque le problème que l'on nous demande de trancher n'est relié ni à nos revendications, ni à nos aspirations.

En effet, le régime présidentiel proposé par de Gaulle n'est qu'une tentative de "rationaliser" la vie politique bourgeoise, de mettre fin au bordel et à la multiplicité des partis français. Son opération peut réussir ou pas, ce qui est certain en tous cas c'est qu'il s'agit d'un problème interne des classes dirigeantes.

Quand nous faisons grève ou que nous descendons dans la rue, ce n'est pas pour savoir comment vont être rédigés les articles de la Constitution. C'est pour des choses bien plus simples que nous sommes capables de juger; mais de cela les pouvoirs, parlementaire ou présidentiel se moquent; ils répondent soit par l'indifférence soit par les matraques.

Sur tous les problèmes qui nous préoccupent et qui nous touchent : salaires, logement, école, heures de travail, etc... personne ne nous a jamais demandé de nous prononcer et aucun pouvoir, qu'il soit parlementaire ou présidentiel, ne nous le demandera jamais; car une chose est claire : dans un système comme dans l'autre les travailleurs n'ont aucun droit ni aucun pouvoir.

Le référendum veut dire : " Par l'intermédiaire de qui voulez-vous être dirigé ? Par celui d'un Président ou celui d'un Parlement ? Qui va prendre les décisions pendant 5 ou 7 ans, un Parlement ou un Président ? "

Le référendum ne veut pas dire : " Qui voulez-vous qui dirige la société ? "

Cela nous le savons. Ce sont ceux qui possèdent les usines, les conseils d'administration, les banques, les droits de gestion de nos affaires, qui nous dirigeront.

Ce problème n'est pas mis en cause et c'est pourtant le seul problème qui nous concerne
directement.

Régime présidentiel ou Régime parlementaire nous serons dépossédés de tout pouvoir. Que ce soit de Gaulle ou les partis nous savons que les décisions ne sont jamais prises sur des coups de tête. Elles sont prises après conseil et après avoir consulté les industriels, les banquiers, les militaires et les évêques; après avoir obéi à ces puissances, composé avec ces forces, donné des garanties à leurs intérêts.

Si les syndicats sont aussi consultés c'est pour leur demander de s'associer à ces intérêts.

Pas plus de Gaulle que les partis ne font à leur guise, et sur ce plan plus d'un siècle de pouvoir nous a montré que toutes les décisions sont toujours conformes aux intérêts des classes dominantes; que ce soit le pouvoir d'un Président comme Napoléon III Pétain ou de Gaulle ou que ce soit le pouvoir d'un Parlement des différentes Républiques.

Nous savons très bien qu'aujourd'hui le régime présidentiel ou le régime parlementaire seront aussi totalitaires l'un que l'autre, et totalitaire ne veut pas dire fasciste; le

pouvoir est aujourd'hui beaucoup plus subtil.

C'est un pouvoir totalitaire dans le sens où toutes les activités des couches laborieuses sont de plus en plus remises entre les mains de la classe dirigeante et de ses organismes; que ce soit à l'usine ou dans la vie privée, depuis les gestes du travail jusqu'à la façon de se loger ou d'éduquer les enfants. C'est cela le totalitarisme et il diffère du fascisme dans le sens ou malgré cela nous avons tous la possibilité de dire que nous ne sommes pas d'accord. C'est la seule différence.

La liberté de dire NON n'a rien à voir avec la démocratie. Il ne peut y avoir de démocratie quand tout appartient aux autres et pour nous la démocratie c'est avant tout le pouvoir de changer les choses, et, sauf par la force, par des grèves ou des émeutes, nous n'avons aucune possibilité de modifier quoi que ce soit.

Le référendum nous demande notre opinion pour savoir qui est le plus qualifié pour gérer les affaires des classes dominantes : de Gaulle ou les Partis ? Un régime présidentiel ou un régime parlementaire ? Les deux ont fait leurs preuves.

Le Régime parlementaire. Il a conquis des colonies et asservi des populations entières. Le régime parlementaire a su mâter les travailleurs, il a su fusiller et matraquer; il a su déclarer les guerres, il a su lacher les 40 heures quand les travailleurs étaient les plus forts, il a su aussi les supprimer quand ces derniers ne l'étaient plus.

Dans le régime parlementaire c'est la droite et la gauche qui ont porté chacune à leur tour les responsabilités de la gestion des affaires des classes dominantes, les seules vraies.

classes qui aient dirigé.

Le Régime présidentiel a lui aussi fait ses preuves. De Gaulle au pouvoir a coincidé avec la montée des actions de toutes les grandes sociétés; les travailleurs ont fait les sacrifices qu'il a su si bien leur demander. Les pays colonisés sont devenus indépendants mais les peuples colonisés travaillent pour des sociétés à capitaux français. Aux militaires on a promis une force de frappe, aux évêques on a donné des écoles.

Les deux régimes ont bien mérité, ils défendent très bien les classes dominantes et ils ne sont faits que pour cela.

Mais lequel des deux défendra le plus les intérêts et les droits des travailleurs ? Cette question ne se tranchera pas au référendum car la question n'est pas là.

Le référendum n'est pas un choix entre un système social et un autre, c'est le choix entre deux formes de pouvoir d'un même système social.

Quel est le système qui donnerait les droits de gestion aux travailleurs pour les affaires du pays, pour les usines, pour la vie communale ?

De ce point de vue aucun des deux n'est plus progressif.

Les votes des travailleurs n'ont pas plus empêché la guerre d'Algérie sous la IV que sous la Vème République, et pourtant la majorité des votes était pour la paix. Elle n'a cessé que le jour où, sous la pression de plus en plus forte de la lutte du peuple algérien, les classes dominantes en ont eu assez de poursuivre une guerre sans issue.

Quel est le système qui donnerait des droits à tous ceux qui travaillent ? Quel est le système qui mettrait le contrôle permanent de toutes les décisions entre les mains de ceux qui travaillent ?

Cette question n'est pas l'objet du prochain référendum. Cette question nous le savons ne nous sera jamais posée. C'est nous qui devrons la poser, non par un référendum, mais le jour où nous aurons la force de contester non pas la Constitution, mais tout le système social.

Le véritable problème de notre époque c'est donner le pouvoir à ceux qui sont les véritables créateurs de richesses, c'est à dire aux travailleurs, aux paysans et aux intellectuels.

# Les études de poste.

#### chez RENAULT

Il y a mille façons d'établir une hiérarchie sociale. Il y a mille systèmes pour établir une hiérarchie des salaires au sein d'une même profession ou d'un même emploi.

Pour les OS on a utilisé le système des études de poste. Dans ce système l'ouvrier est payé non en fonction de ce qu'il sait faire ou de ce qu'il peut faire, mais en fonction de ce que la machine lui demande de faire. Le salaire n'est pas donné pour la valeur de l'homme mais pour la valeur du poste. Les éléments qui déterminent le salaire du travailleur seront donc calculés d'après des critères extérieurs à la personnalité, à la compétence ou à la capacité du travailleur.

Voici quels sont les critères essentiels de l'établissement de cette étude :

- la valeur de la machine sur laquelle le travailleur opère. Le salaire du travailleur croit avec le prix de la machine. On gratifie d'une somme supplémentaire les travailleurs qui risquent de détériorer un matériel coûteux. Pourtant ceux qui travaillent sur un matériel vétuste sont obligés de déployer beaucoup de qualités que ceux qui travaillent sur un matériel moderne. Ils doivent s'ingénier à faire marcher des machines qui n'ont ni la précision, ni la robustesse des nouvelles et qui plus est, n'offrent aucune commodité. En fait on ne paye ni la force physique, ni l'ingéniosité, ni la matière grise du travailleur; on paye le risque du matériel.
- la valeur des pièces que le travailleur usine : là aussi le salaire sera fonction du prix du matériel que le travailleur a entre les mains. S'il a la chance d'avoir à usiner des pièces coûteuses son salaire en profitera, par contre malheur à lui s'il n'usine que des pièces où le gros pourcentage de loupés n'handicape pas la direction.

Dans ces deux cas la direction de l'usine prétendra récompenser l'attention du travailleur, mais on ne récompense l'attention que lorsque celle-ci a des conséquences onéreuses pour la direction. On ne la récompense pas lorsque cette attention n'a pas ou très peu de répercussion sur les prix de revient.

- la paye est fonction de la salissure : projection d'huile ou poussière de métal. Ceci encore ne dépend pas de la qualité du travailleur, c'est une compensation tout au plus, étant donné que n'importe qui, directeur d'usine en tête, est capable de recevoir de l'huile sur le visage toute la journée sans que pour cela il en devienne plus ou moins valeureux.
- le salaire est fonction de la pénibilité : lourdeur des pièces, difficultés de manoeuvre etc... Ceci aussi étant compensé par un surplus de salaire.
- le salaire est fonction de la diversité des opérations et de leur nombre tandis que l'inverse n'est pas pris en considération; c'est à dire que l'on ne paye pas la monotonie ni l'angoisse du travail uniformément répété, ni le risque de maladies psychiques que cela peut entraîner.

On ne peut pas dire que les études de poste sont faites au hasard, mais on peut dire qu'il existe des milliers d'arguments à faire valoir pour faire des études de poste basées sur des critères différents.

Il suffit de prendre pour base d'autre critère que celui du prix de revient : prendre des critères médicaux, prendre des critères mentaux, etc... etc...

La direction de l'usine elle n'en connaît qu'un : celui de l'argent, mais elle a soin de camoufler cet objectif derrière des arguments de valeur professionnelle.

De ceci il découle toute une complication dans le système de paye. Si on ne paye pas l'homme mais le poste, il faut payer différemment l'homme chaque fois qu'il change de machine. Il arrive ainsi très fréquemment à la RNUR qu'un travailleur ait sa quinzaine ou même sa journée de travail répartie en plusieurs salaires différents.

Cette forme de répartition des salaires est l'aboutissement le plus absurde et le

plus inhumain que l'on ait jamais réalisé.

Voyons maintenant ce qu'il adviendrait si les patrons payaient réellement les salaires d'après la valeur des hommes.

Tout d'abord on s'aperçoit que tous les hommes sont capables de faire plus que dans l'emploi qu'ils occupent. Ceci à cause d'une part de la simplification des tâches du fait de leur parcellisation, d'autre part de fait de l'allongement de la scolarité, du volume de la connaissance des travailleurs et de l'augmentation de leur capacité culturelle.

Personne au monde ne peut affirmer que les capacités du balayeur sont conformes au poste qu'il occupe. La plupart des dessinateurs peuvent être chef de groupe, la plupart des P1 peuvent être P2, quand ils sont P2 ils peuvent être P3 etc... la plupart des techniciens peuvent remplir les fonctions d'ingénieur. C'est à dire que potentiellement 90% des hommes peuvent remplir des fonctions plus complexes dans la société.

S'ils ne les remplissent pas c'est que la société les en empêche. Elle met non seulement des barrières à leur promotion, mais elle cloisonne les professions et les postes de façon à ce que cette évolution naturelle des hommes et cette soif de connaissances non moins

naturelle ne s'accomplissent pas.

La société fige ses postes, ses professions, ses emplois, car elle est elle-même une

société figée entre les classes de dirigeants et d'éxécutants.

L'imperméabilité des deux classes doit être sinon parfaite, du moins la plus étanche possible, c'est pourquoi le système hiérarchisé basé sur la capacité de l'homme ou simplement basé sur la valeur de l'homme n'a pas de sens dans une telle société; c'est à dire qu'un système qui prendrait une telle base ne serait pas un système hiérarchisé.

L'étude de poste a donc abouti à ce système qu'un homme peut changer plusieurs fois de valeur dans la même journée selon la volonté des organisateurs de la production, selon les décisions de la maîtrise.

Mais si l'étude de poste aboutit à une contradiction fondamentale dans sa propre logique, cela ne veut pas dire que ceux qui l'ont conçue en souffrent beaucoup. Non, l'illogisme leur est très supportable.

C'est le poste qui détermine la valeur de l'homme, mais c'est l'homme (un autre) qui

va déterminer quel ouvrier spécialisé peut occuper le poste.

Le système d'études de poste qui se veut rationnel et qui a la prétention d'éliminer l'intervention des problèmes humains, réintroduit cette notion dans le jugement de la maîtrise. C'est la maîtrise qui décide quel homme est capable d'occuper tel poste, ce qui revient à dire pratiquement que c'est la maîtrise qui choisit parmi tous les ouvriers qui sont tous capables d'occuper tous les postes, quel est celui qui va en avoir soit le privilège, soit le désavantage.

La valeur du salaire de l'ouvrier n'est pas déterminée par la machine, en fin de

compte il est déterminé par un autre homme qui occupe une autre fonction.

Tant de travail de la direction et des patrons des usines pour arriver à éliminer l'arbitraire ou le cacher aboutit en réalité au bon vieux système de l'ouvrier complètement déterminé par le patron et par sa maîtrise.

Voilà à quoi se résume en fin de compte les études de poste.

(Extrait de la brochure "La Hiérarchie "éditée par POUVOIR OUVRIER ).

### La S.N.C.F. : Service public.

On commence à prendre l'habitude de lire dans les journaux les récits de catastrophe à la SNCF, un peu comme pour les catastrophes cériennes ou les hécatombes des week-ends sur les routes. Bien plus, à côté des grands accidents qui font les premières pages des journaux il y en a de plus en plus de petits, avec quelques blessés, parfois un ou deux tués, et qui sont à peine mentionnés dans les faits-divers.

Quelles sont les raisons de cette dégradation de la sécurité des chemins de fer? Sans doute la très grande vitesse des trains d'aujourd'hui. Dans les trains les plus rapides les gens s'inquiètent à cause des vibrations et des chocs. Il est devenu impossible d'écrire dans un train; y boire dans un verre devient une acrobatie.

On dira que c'est la rançon du progrès. Cela mérite d'être examiné d'un peu plus près.

Ia SNCF est une entreprise nationalisée; on dit que c'est un service public. En fait, son com portement est celui d'une entreprise commerciale particulièrement avide de profit.

Cela se manifeste surtout dans les activités types des entreprises capitalistes : <u>la diminution des prix de revient</u>, <u>la manipulation des prix de vente</u>. La SNCF se livre à une guerre des tarifs effrènée.

En ce qui concerne les transports de marchan dises, il y a des tarifs officiellement publiés; ils sont élevés et c'est eux qu'on applique en général. Mais quand il existe pour un type de transport une concurrence de la voie d'eau ou de la route, la SNCF accorde des rabais occultes.

La dernière réforme tarifaire des marchandises qui suscita les protestations des Bretons et de bien d'autres, s'inspire d'un même souci commercial : diminuer les tarifs sur les lignes importantes où il existe une concurrence des canaux et de la route, les augmenter sur les relations défavorisées.

Ainsi cette entreprise d'Etat agit exactement à l'encontre de la politique officielle de ce même Etat, qui affirme vouloir faire une politique de décentralisation et d'aide aux régions les moins développées.

La nouvelle tarification SNCF pénalise la Bretagne, le Sud-Ouest ainsi que toutes les régions agricoles. Cette aide à l'agriculture à l'envers ne manquera pas d'apporter une maindoeuvre supplémentaire à l'industrie.

Par contre, on a calculé que les transports des produits sidérurgiques coûteraient, selon la localisation de l'usine et le type de produit de IO à 20 % moins cher. Le Gouvernement n'a pourtant jamais dit qu'il fallait venir en aide à la sidérurgie, et pour cause, car elle se porte très bien.

Seulement la poignée de dirigeants de cette industrie a beaucoup plus de moyens d'action sur le Gouvernement et les hauts fonctionnaires, que les paysans ou les habitants des régions les plus pauvres du pays.

Pour les voyageurs, on constate une politique inspirée des mêmes soucis commerciaux.

Il y a quelques années on a réduit de 3 à 2 le nombre de classes; mesure apparemment démocratique. Mais une nouvelle super première classe apparaît subrepticement sous la forme de "Trains rapides avec supplément", de "T.E.E.". Les horaires sont d'ailleurs calculés pour forcer autant que possible à les prendre, car eux seuls assurent les bonnes correspondances.

Par exemple, il est impossible d'aller de Bruxelles à Marseille, ou même à Lyo. pendant la journée en changeant à Paris avec les trains ordinaires. Pour celui qui peut payer le T.E.E. ou le Mistral, pas de problème : partant de Bruxelles à la même heure il dispose de 2 H.I/2 à Paris et arrive bien plus tôt Iyon ou à Marseille. Mais ces trains ont seulement des premières classes et il faut payer une surtaxe de train rapide.

Pour les marchandises, la SNCF rencontre la concurrence des camions et de la voie d'eau.

Pour les voyageurs c'est la route ou l'avion.

Tout comme une entreprise capitaliste la SNCF manipule tarifs et horaires à son plus grand avantage, sans aucun souci "d'intérêt public". Elle va même plus loin.

La plupart des lignes aériennes intérieures

française, sont exploitées par la Compagnie AirInter. It (NCF s'est assuré une bonne représenta
tion au se n du Conseil d'Administration, et en
profite par manipuler aussi ces tarifs et ces
horaires là de façon à rendre l'avion incommode
et coûteux. Dès lors peu de gens prennent l'avion
et cela fournit un bel argument de plus pour ne
pas développer les transports aériens; on évite
ainsi tout développement du réseau aérien et la
baisse des prix d'avion, bien que des baisses
importantes soient possibles.

Evidemment une des exigences de cette guerre concurrentielle est la rapidité des trains. C'est là, avec le souci de comprimer les coûts à l'extrême qu'il faut voir la cause du nombre croissant d'accidents.

On fait rouler les trains de plus en plus vite; mais on n'accroit pas en proportion les mesures de sécurité, telles que l'entretien des voies, la sécurité et la fréquence des signalisations. Au contraire, il arrive que pour comprimer les coûts, on les réduise.

Il y a quelques somaines, un camion est tombé en panne dans un passage à niveau sur la ligne Paris-Strasbourg. C'était bien avant le passage d'un train. La mesure de sécurité prise consiste

à mettre un pétard sur la voie à quelques centaines de mètres du passage à niveau. Il fallait une distance triple au train pour s'arrêter; il y eut un tué.

On diminue le personnel. Le dernier accident à Dijon aurait pu être évité si on n'avait pas supprimé la fonction d'accompagnateur.

Quand il y a un accident, il faut un responsable. On n'est pas surpris d'apprendre que c'est toujours le machiniste, l'aiguilleur, le gardebarrière... qui sont inculpés d'homicide par imprudence et écroués, mais jamais les directeurs qui ont décidé des horaires plus rapides et des mesures de sécurité plus économiques. Or ce sont eux les responsables d'une situation qui transforme le train, mode de transport le plus sur qu'il était en rival des autres... par le nombre de tués.

Ce sont ces mêmes directeurs qui sont chargés de faire les règlements de sécurité grâce auxquels les tribunaux vont identifier le "responsable". Il est évident qu'ils les feront de façon à ne pas être mis en cause mais que la responsabilité retombe sur les cheminots. Or ces règlements sont impraticables et en les exécutant à la lettre le réseau ne pourrait pas fonctionner.

Dès lors les cheminots, bien forcés de le faire fonctionner, doivent enfreindre le règlement. Le système a donc l'avantage de fournir des "coupables" tout préparés lorsque l'aventure commerciale de la SNCF tourne mal.

- |- |- |- |- |- |- |- |- |- |-

## l'instruction militaire.

Les journaux sont pleins du "scandale de la caserne Niel à Toulouse". La radio s'émeut contre l'attitude "inadmissible" de ces militaires en mal de "volonté de puissance" qui multipliaient les sévices contre les recrues.

- Mais qu'on se rassure c'est là un fait isolé nous affirment la radio et les journaux plus ou moins gouvernementaux.
- C'est le fait de fascistes contaminés par 1'OAS, nous disent les journaux de "gauche"; le tout c'est de prendre des "mesures" efficaces, que cela cesse.
- Le Ministre des Armées a pris des sanctions, nous dit la radio.
- Il faut aller plus loin, il faut épurer l'Armée, nous disent les journaux de "gauche".

Mais ces méthodes ne datent pas d'aujourdhui. Comment se fait-il que depuis des années on n'ait rien sanctionné du tout et que maintenant on prenne des mesures ?

Il faut dire d'abord qu'il y a eu des témoins qui en ont parlé, qui ont écrit aux journaux en disant ce qu'ils avaient vu; il fallait bien rassurer l'opinion publique.

Et puis il y a le Référendum. Quelle bonne preuve qu'on est plein de bonnes intentions, que de s'en prendre aux "méchants" paras . C'est ça qui inspire confiance!

Et surtout il s'agit là de bataillons à discipliner. Ce sont des paras qui ont des "opinions" qui veulent une certaine forme de Gouvernement basé sur la violence ouverte, où ils auraient évidemment un rôle à jouer. Mais de cette violence ouverte la classe dirigeante n'a pas besoin : le prolétariat ne met pas en cause sa domination, elle n'a donc pas besoin de se payer le luxe d'un néo-nazisme.

L'Etat fort de de Gaulle, la "rationalisation les méthodes plus souples, feront beaucoup mieux l'affaire, de qui ne signifie pas que les méthodes contre lesquelles on s'insurge officiellement tendent à disparaître de l'Armée.

L'Armée est une "école" de la violence, il faut "éduquer" les soldats pour qu'ils soient capables de tuer et d'utiliser les méthodes de guerre -et la torture est l'une d'elle-.

Il s'agit de briser les types, de leur inculquer cet esprit militaire qui est d'aberd et avant tout le sens de la hiérarchie et de la discipline; il leur faut surtout apprendre à obéir, et c'est vrai dans toutes les armées du monde. Pour cela humiliations, brimades et coups sont monnaie courante, ce qui n'exclut pas d'ailleurs le recours aux méthodes psychologiques.

Il faut faire des "hommes forts" qui seront capables d'utiliser les armements modernes, de les transporter par n'importe quel temps sur n'importe quel terrain, et c'est pourquoi on impose ces marches de 40 à 50 kms avec 45 kgs sur le dos de jour, de nuit, sous le soleil ou dans la boue et les marais.

Il y en a qui ne pourront pas supporter cet entraînement, mais c'est prévu. Chaque officier a droit à un certain pourcentage de morts, et à une certaine dose de sadisme aussi. L'Armée tient un rôle de plus en plus important dans la société française. Il n'est qu'à voir la part énorme accordée à l'Armée dans le budget, la place qu'occupent en ce moment les grandes manoeuvres, la volonté de doter la France d'une force de frappe atomique; en un mot toute la fameuse politique de grandeur.

Mais ce dont le Gouvernement a besoin, c'est d'une Armée docile; les paras, les corps d'élite sont les troupes de choc de cette armée.

Un fait est caractéristique, le Ier Régiment de paras avait été dissous après le putsch d'Avril De ces paras on a fait des instructeurs particulièrement habiles puisqu'il faut souligner que les sévices exercés à la caserne Niel ont été le fait d'appelés.

L'Armée est un instrument de classe, elle est entre les mains de l'Etat et donc de la classe dirigeante.

Elle sert en temps ordinaire à diffuser cet idéal d'obéissance qui permet d'embrigader le prolétariat, de l'envoyer se faire tuer pour défendre les intérêts de "sa" classe dirigeante contre les intérêts de la classe dirigeante d'un pays ou d'un bloc adverse. Elle sert enfin de force de répression en cas de troubles intérieurs c'est à dire de révolte prolétarienne. Demander l'épuration de l'Armée, c'est masquer son caractère de classe. Réclamer une rmée plus humaine n'a aucun sens car il est dans la logique de l'Armée d'être inhumaine. L'Armée, instrument de conditionnement est l'un des moyens de la classe dirigeante et son Etat pour embrigader les gens et assurer sa domination.

:-:-:-:-:-:-:-:

#### LA MESURE DE L'INTELLIGENCE.

Ces lignes nous sont envoyées par un médecin, interne dans un hôpital psychiâtrique. Il assure en outre les consultations d'hygième mentale à la mairie dont dépend l'hôpital et où il voit de nombreux enfants. A cette consultation assistent des instituteurs stagiaires, venus là pour s'informer. Frappé par la foi qu'avaient ces futurs instituteurs dans ces teste, il a jugé utile de les montrer sous leur vrai jour.

La mesure de l'intelligence de l'adulte et de l'enfant est de plus en plus utilisée pour orienter la personne vers tel ou tel métier, pour conseiller à tel enfant de faire ou de ne pas faire des études.

Personne ne sachant ce qu'est exactement l'intelligence, il faut bien trouver une "méthode objective", -un test comme on dit- qui permette d'apprécier impartialement la valeur de chacun. La population accorde un grand crédit à ces tests, ne se rendant pas compte qu'elle est scandaleusement trompée.

Mais examinons de plus près l'objectivité de ces messieurs. Un des tests les plus utisés est celui de Wechsler - Bellevue. Il comprend IO ordres d'épreuves dont 5 sont des questions verbales.

- I) L'épreuve "d'information générale" où on juge la personne sur des informations vraiment importantes pour lui. Qu'on apprécie :
  - a) Qui est Président de la République française ?
  - b) Quelle est la taille moyenne des Français?
  - c) Quelles sont les couleurs du drapeau français ?
  - d) Où est mort Napoléon.
- 2) L'épreuve de "compréhension" qui est vraiment un chef-d'œuvre d'objectivité.
  - a) Pourquoi faut-il éviter les mauvaises fréquentations ?

b) Pourquoi devons-nous faire des économies ?

c) Pourquoi est-il nécessaire qu'il y ait des lois ?

- d) Pourquoi la loi exige-t-elle des gens qui se marient de passer devant le Maire ?
- e) Pourquoi doit-on payer des impôts ?

Vous ne sauriez être considéré comme intelligent si à la troisième question vous ne répondez pas : "Pour sauvegarder l'existence, la propriété individuelle".

Ceci est écrit en toutes lettres à la page 236 du livre de David Wechsler : "La mesure de l'intelligence" paru aux Presses Universitaires de France.

Cet illustre personnage n'est-il pas :

- psychologue en chef de l'hopital Bellevue

- professeur de clinique médicale psychologique à l'Université de New-York? Alors tout le monde lui accorde une confiance illimitée....

La sélection des enfants n'en est pas moins un problème réel; il faut tenir le plus possible compte des goûts et de la personnalité de chacun. Mais le peut-on vraiment quand il s'agit d'enré gimenter l'enfant, de lui faire accepter une vie docile, de le préparer à la vie d'adulte conditionné.

En théorie, beaucoup de psychiâtres, de psychologues, sont conscients que la majorité des troubles névrotiques est due à la structure autoritaire et normative de l'éducation.

En pratique, hélas la plupart des psychiâtres et des psychologues agissent comme des gardiens de la paix sociale.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

### Préparateur en pharmacie.

" J'ai travaillé comme vendeuse dans deux pharmacies. Ces deux pharmacies représentent " deux conceptions différentes du travail, mais dans les deux cas j'ai pu me rendre compte" de ce que signifiait le mot -responsabilité-, mot magique grâce auquel on justifie la " hiérarchie et donc les différences de salaires.

la première de ces pharmacies est le type même de la grande pharmacie moderne; Il s'agit d'une pharmacied'homéopathie. Ici le travail est rationalisé, parcellarisé, il n'y a pratiquement aucun rapport avec le client.

Mon travail consistait à prendre les ordonnances, à les apporter au bout d'un compn toir où les préparatrices ou la pharmacienne venaient les prendre, sortaient les pron duits, les mettaient avec l'ordonnance dans un petit panier, posaient le tout à l'autre bout du comptoir où j'allais les rechercher. Ensuite je devais vérifier les ordonnan-" ces et remettre le paquet et une fiche au client qui allait payer à la caisse. C'était la première fois que je faisais ce travail, c'est pourtant moi qui devais "vérifier les ordonnances servies par la pharmacienne ou les préparatrices, qui d'ail- "leurs faisaient les unes et les autres le même travail exactement. "

Il est arrivé que je laisse passer des erreurs et que des clients viennent récla- "mer. A ce moment la responsable c'était moi, c'est à dire que je me faisais engueuler."

Ici une erreur n'est pas catastrophique, l'absorbtion d'une dose homéopathique n'a" jamais tué personne. Mais le client était mécontent, il fallait bien s'en prendre à "quelqu'un. C'était donc sur moi que cela retombait alors que ''étais celle qui en sa- "vait le moins, qui gagnait le moins et qui donc en théorie était le moins <u>responsable</u>."

La seconde pharmacie où j'ai travaillé est au contraire la pharmacie de quartier, tout à fait dans le genre des pharmacies d'autrefois où l'on vient consulter son pharmacien avant d'aller voir le médecin.

Ici ce n'est pas l'usine, le travail n'est pas "rationalis " il y a des rapports " entre les clients et le pharmacien si je mets pharmacien entre guillemets c'est que " le plus souvent il s'agit non pas de celui qui a le titre et à qui appartient l'offi- " cine, mais du préparateur. Le pharmacien lui, s'occupe surtout de sa comptabilité, des " commandes et de faire la caisse le soir, mais la pharmacie est tenue la plupart du " temps par le préparateur. C'est lui qui donne les conseils, qui sert les ordonnances, " qui fait les préparations, aidé par une ou deux vendeuses. "

En pharmacie générale une erreur peut être très grave, voire mortelle. Or non seulement on peut se tromper en déchiffrant mal une ordonnance illisible, mais le médecin, lui-même a pu se tromper en prescrivant par exemple une dose trop forte; cela arrive.

Ici c'est un quartier populaire où bon nombre de malades vont dans les dispensai- "
res ou à l'hôpital où ils sont soignés plus ou moins à la chaine. Que se passe-t-il "
si le préparateur délivre une ordonnance comportant une erreur ? En principe le responsable c'est le pharmacien qui doit refuser de délivrer l'ordonnance. "

Comme le pharmacien n'est à peu près jamais là, le responsable effectif c'est le préparateur.

Pour un cas mortel le pharmacien aura peut-être sa pharmacie fermée pendant un certain temps, mais le préparateur lui, se verra retirer sa carte de travail et fera sans doute de la prison. Quant au médecin cela dépendra, mais il en faut beaucoup pour être rayé de l'ordre des médecins!

Tout récemment nous avons eu une ordonnance d'un dispensaire prescrivant un remède, à base de cocaine. Le préparateur a trouvé la dose trop forte et a demandé au client de retourner au dispensaire pour qu'on lui dise si vraiment il fallait cette dose. Au dispensaire le docteur a reconnu que la dose était trop forte. Si le préparateur avait, délivré l'ordonnance, neuf chances sur dix que la malade y restait.

Il y a en pharmacie une hiérarchie basée sur les titres mais, le pharmacien salarié (il y en a, car à partir d'un certain chiffre d'affaires il doit y avoir deux ou plusieurs diplômés pour une même officine ) fait exactement le même travail que le préparateur, mais il gagne beaucoup plus que lui (un pharmacien débutant gagne 8 NF de l'heure, un préparateur n'arrive qu'à la moitié de cette somme après 25 ou 30 ans de métier)

D'autre part son titre lui permet, s'il en a les moyens financiers, d'ouvrir une "
officine et donc de gagner encore beaucoup plus que le préparateur sur qui retombe une 
bonne partie de la responsabilité en cas d'accident.

#### Les "Musulmans Noirs"

#### Opinion d'un de nos lecteurs américain.

Jusqu'à ces dernières années, le mouvement noir le plus important était le NAACP (Association pour l'Avancement des Gens de Couleur), qui préconisait de faire ouvrir aux noirs les portes de la société américaine par des moyens exclusivement légaux.

Las de trop attendre, les militants ont fait pression sur les dirigeants du mouvement jusqu'à ce que ceux-ci organisent des actions de masse, telles des piquets devant restaurants ou monoprix, et enfin occupation des cars, trains et restaurants refusant d'accepter les clients noirs sur un pied d'égalité avec les blancs, sous réserve toujours que tout manifestant devait pratiquer la résistance passive.

"Notre but, dit un dirigeant du NAACP, est d'opérer dans le cadre du système existant et d'avoir toujours la loi de notre côté. Nous ne voulons pas que notre lutte soit utilisée par les idéologies anti-américaines pour embarasser notre pays".

Mais combien de temps faut-il attendre que les lois, bloquées dans quelque sous-comité parlementaire, soie t appliquées? Combien de temps accepteront-ils de risquer d'être arrêtés pour n'importe quelle raison factice, d'être roués de coups, d'être tués même, s'ils ont le malheur de vouloir s'affirmer? Les noirs américains n'ont pas envie d'être des martyrs, et ils l'ont démontré par leur désertion du NAACP et par leurs actions de plus en plus vigoureuses.

" Si nous ne voulons pas de leur système inhumain, nous devons le combattre sur son propre terrain, disent les "Musulmans Noirs", -nouvelle organisation qui représente les noirs des centres industriels, ceux qui connaissent l'humiliation dans ses formes les plus grossières et les plus subtiles-.

Les vraies décisions ne sont pas prises en Cour Suprême, mais par ceux qui agissent eux-mêmes. Controns la violence par la violence, et sachons pour quoi nous luttons.

Est-ce pour voter aux élections ? Aucun parlementaire, aucun Président ne représente les intérêts du peuple. A quoi nous sert-il de voter une fois tous les 4 ans pour des professionnels de la politique qui dirigeront le pays sans se soucier de notre avis ? "

Est-ce pour gagner, plus d'argent ?

Les spécialistes qui cherchent à redonner de la vie au capitalisme américain tombent d'acdord pour dire qu'il n'est pas "rentable" de gaspiller la force productrice et même créatrice des noirs. Il faut les intégrer pour ne pas nuire à la fois à la politique extérieure et à l'économie du pays.

Beaucoup de noirs installés dans le Nord ont déjà atteint un niveau de vie "bourgeois". Ils vont à l'école avec les blancs et mangent aux mêmes restaurants. "Nous ne voulons pas être intégrés dans une maison qui s'écroule disent les noirs. La dignité ne se trouve à aucun échelon de la hiérarchie des salaires".

La presse ne nous parle pas de ce nouveau mouvement qui a si rapidement gagné tous les centres industriels du Nord. Ce n'est pas par hasard, car les Musulmans Noirs posent trop de questions embarassantes et mettent en doute les bases de la société capitaliste. Ils s'associent aux luttes des peuples colonisés pour leur indépendance et soutiennent les mouvements pour l'abolition de la bombe nucléaire. Ils essaient d'élargir leur action à toutes les sphères de la vie, car la liberté et la dignité des hommes -blancs et noirs- sont atteintes par tout ce qui n'est pas démocratique. Ils est regrettable que pour soutenir son action ce group, fasse appel à un "nationalisme" nour.

Les Musulmans hoirs viennent de lancer une campagne contre les impôts, soutenant que le principe "Pas d'imposition sans représentation" qui date de la Guerre d'Indépendance n'a jamais été appliqué. C'est un problème qui veut qu'on y réfléchisse tous et nous suivrons avec intérêt les résultats d'un défi aussi fondamental.

(Plus de détails sur le mouvement des Noirs peuvent être lus dans le journal de nos camarades américains : "Correspondence".